

Gardanne. Le conseiller départemental Claude Jorda (PCF) a présenté ses vœux à la population du canton.

« Notre République a besoin d'un 6e souffle ! »

■ Au sortir, le matin-même, du débat d'orientations budgétaires (DOB) dans l'hémicycle départemental, Claude Jorda en a gros sur le cœur : les arguments avancés par la droite majoritaire pour justifier de nouvelles coupes drastiques dans les budgets alloués à l'aide sociale ne satisfont pas les élus de gauche. Et pour cause : « *Les choix opérés ne vont pas dans le sens de la solidarité et de la fraternité, alors qu'il s'agit là du cœur de nos actions* », regrette le conseiller départemental PCF à l'occasion de ses vœux à la population, vendredi soir à Gardanne.

« *Ce matin, on nous a parlé d'économies à faire, de suppression de la prime de Noël à ceux qui touchent le RSA, de la baisse des subventions aux associations... Nous ne partageons pas ces choix* », poursuit-il. Pire : « *On nous a dit que les gens devaient être payés au mérite ! Mais c'est quoi, le mérite ? Qui va le déterminer ? Martine Vassal ? Cette vision de la société nous perturbe* », lance Claude Jorda, qui appelle à « *réfléchir à comment modifier ces orientations* » en attendant le vote du budget en mars.

« Les gens souffrent et on leur parle de primaires... »

Sans Rosy Inaudi, son binôme EELV, retenue par les vœux du maire des Pennes-Mirabeau, mais entouré de leurs suppléants Isabelle Ollès et Philippe Petit, Claude Jorda a tenu à remettre l'industrie au cœur du débat : « *Lors des fameux États généraux de Provence - notez le mot "Provence" alors que nous sommes les Bouches-du-Rhône - on a discuté de plusieurs*



Claude Jorda, avec Isabelle Ollès et Philippe Petit. PHOTO S.G.

choses et surtout d'économie. Mais l'industrie a été oubliée. Comme si elle n'existait pas sur notre territoire. » Évoquant la bataille des salariés de Nexcis, à Rousset, et celle des salariés d'Alteo à Gardanne, Claude Jorda regrette les confusions entretenues par les partisans de la fermeture de l'usine d'alumine : « *Il n'y a plus de boues rouges rejetées en mer, insiste l' élu pour la énième fois, il reste de l'eau, chargée de métaux lourds qu'il va falloir supprimer. C'est pourquoi on se félicite des 6 ans accordés par le préfet, mais on ne se contentera pas d'aller frapper à la porte de la direction d'Alteo dans 6 ans pour savoir ce qu'ils ont fait. Non : il faudra, régulièrement, leur demander un bilan.* »

Autre élément important « *pour la défense de la fraternité* » : les services publics, « *menacés, éreintés* », à défendre plus que jamais. Et de conclure : « *La France n'a pas besoin d'un état d'urgence ni de la déchéance de nationalité mais de démocratie. Les gens souffrent, n'ont pas de travail, peur pour leur avenir, et on leur parle de quoi ? De primaires, de présidentielle... Stop ! Notre République a besoin d'un sixième souffle !* »

Des propos très applaudis par les nombreux présents à la Maison du Peuple, invités par le conseiller départemental à assister aux conseils de canton qui jalonnent l'année 2016, comme les précédentes.

SABRINA GUINTINI